

SOMMAIRE

INTRODUCTION

DEVELOPPEMENT

PARTIE I: QUELQUES CONCEPTS SUR L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR.....3

SECTION 1 : Quelques études théoriques sur le développement et le secteur agricole3

SECTION 2 : Quelques résultats empiriques sur l'agriculture à Madagascar.....9

SECTION 3 : L'agriculture ; source de l'innovation technologique.....11

PARTIE III : L'ASPECT AGRICOLE ET LA POLITIQUE AGRICOLE POUR LE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR.....14

SECTION 1 : L'agriculture à Madagascar.....15

SECTION2 :Le besoin de financement du secteur agricole malgache pour son développement.....22

SECTION 3 : La politique agricole à Madagascar : lutte contre le chômage et la pauvreté.....25

PARTIE III : L'AGRICULTURE SOURCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....32

SECTION 1 : L'agriculture au cœur de développement des pays défavorisés.....32

SECTION2 : Le développement de l'agriculture : source de l'industrialisation, et donc le développement dans les pays avancés.....35

SECTION 3 : Contribution de l'agriculture dans le développement de Madagascar : impacts et effets.....39

CONCLUSION

LISTE DES TABLEAUX :

TABLEAU N°1 : SUPERFICIE DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES.....	15
TABLEAU N°2 : PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLE.....	16
TABLEAU N°3 : SUPERFICIE RIZICOLE PAR DISTRICT.....	17
TABLEAU N°4 : CREDITS OCTROYES AU SECTEUR AGRICOLE PAR ACTIVITE ET PAR TYPE DE PRODUIT.....	20
TABLEAU N°5 : COMPARAISON STRUCTURE PIB DES TROIS BRANCHES D'ACTIVITES, en POURCENTAGE.....	30

LISTE DES ABREVIATIONS

BAD : Banque Africaine de Développement

BM: Banque Mondiale

BTM:Bankin’ny Tantsaha Mpamokatra

FAO:Food and Agriculture Organization

FMI : Fond Monétaire Internationale

FMG : Franc Malgache

IMF : Institution de Micro finance

INSTAT : Institut National de la Statistique

MAP : Madagascar Action Plan

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

OPR : Opération de Production Agricole

PADR : Plan d’Action pour le Développement Rural

PIB : Produit Intérieur Brut

PMA : Pays moins avancés

PNB : Produit National Brut

PND : Politique Nationale de Développement

SADC:Southern African Development Community

SINPA : Société d’Intérêt National des Produits Agricoles

REMERCIEMENTS

Pour la réalisation de cet ouvrage, je tiens à adresser mes sincères remerciements à mon encadreur Madame RANDRIAMANAMPISOA Holimalala enseignante à l'université d'Antananarivo qui m'a aidé, m'a conseillé et m'a permis d'achever ce travail de mémoire, mes parents de m'avoir financé et de m'avoir soutenu, à Dieu de m'avoir donné la santé, la force et le temps, la faculté de DROIT, d'ECONOMIE, de GESTION, ET de SOCIOLOGIE, particulièrement le département ECONOMIE qui m'a permis d'acquérir les connaissances nécessaires pour l'élaboration de ce travail de mémoire.

Je remercie également les membres du jury qui vont évaluer mon travail.

INTRODUCTION :

L'agriculture regroupe une grande partie de l'humanité, parmi les 41 % de la population de la planète qui représentent la population rurale mondiale, 43 % des actifs travaillent dans l'agriculture, soit environ 1,4 milliard de personnes, et 96% résident dans les pays du sud. La majorité de ses exploitants agricoles n'emploient que les membres de la famille comme force de travail. Parlant des pays du sud, on parle plutôt de l'Afrique subsaharienne ; le secteur agricole de l'Afrique Subsaharienne représente approximativement 30% du Produit Intérieur Brut, 40% des exportations et 70% des emplois ; une grande partie de la population africaine vit dans le milieu rural, en dessous du seuil de pauvreté avec un revenu inférieur à un dollar par jour et dépend de l'agriculture pour leur alimentation et leurs moyens de subsistance ; leur condition de vie est médiocre : taux de mortalité infantile élevé, l'espérance de vie plus courte, l'illettrisme accrue, la malnutrition, le non accès à l'eau potable et l'insécurité alimentaire. La plupart d'entre eux ne sont pas propriétaires des terres qu'ils cultivent. Force est de constater que pour les responsables politiques africains, les milieux ruraux sont négligeables en terme de la priorisation pour le financement. Or, la plupart de ces agriculteurs sont très pauvres, et mal nourris.

Madagascar fait partie de ces pays de l'Afrique subsaharienne à vocation agricole, 80 % des malgaches sont des agriculteurs qui ne sont guère professionnels, et non intégrés dans l'économie de marché, c'est à dire que leur production n'est pas destinée à être vendue sur le marché mais pour l'autoconsommation. Cependant, avec des pratiques agricoles encore traditionnelles, manque de savoir-faire en terme de technique de production ainsi que l'amélioration des semences et d'une faible productivité du travail et du sol. L'occupation du sol est mal répartie, avec inégale répartition démographique. Pourtant le climat de

Madagascar est très favorable pour une meilleure production agricole. Depuis l'indépendance de Madagascar, la croissance de la production agricole est généralement inférieure à celle de la démographie et le niveau de vie des ruraux s'est significativement dégradé. Pourtant la part de budget de l'Etat allouée au secteur agricole est depuis faible. Or, la croissance économique est en retard par rapport à la croissance de la population, et le taux de la pauvreté a augmenté de manière pratiquement constante, le revenu réel par habitant n'a cessé de chuter, 77% des pauvres résident dans les zones rurales. Puisque Madagascar est un pays à vocation agricole, avec des terres vastes potentiellement cultivables, la pauvreté trouve ses raisons par la mauvaise performance de l'agriculture : faible productivité, des produits qui ne respectent pas les normes internationales, culture de subsistance. On cherche donc à savoir si le développement agricole contribue au développement économique de Madagascar. Plus précisément, on essaie de répondre à cette question : quels sont les impacts de développement agricole sur le développement économique ?

Pourtant l'agriculture a une forte potentialité de jouer quelques rôles importants pour le développement économique de Madagascar, pour fournir de nouvelles opportunités de revenus des paysans, et le plus important du tous c'est pour atteindre l'Objectif Millénaire de Développement. Ainsi, le présent ouvrage ne cherche pas à détailler l'agriculture ainsi que le développement mais expliquer les relations existantes entre les deux. Pour ce faire, on va voir dans la première partie quelques concepts sur l'agriculture et le développement, dans la deuxième partie l'aspect agricole et la politique agricole pour le développement de Madagascar, et dans la dernière partie, la contribution de l'agriculture au développement économique de Madagascar.

PARTIE I : QUELQUES CONCEPTS SUR L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT

La réalisation de ce travail exige des bases théoriques sur lesquelles on va faire référence et aussi dont on en a besoin pour démontrer quelques affirmations, c'est dans cette première partie qu'on va parcourir tous les travaux littéraires économiques qui prônent l'importance de l'agriculture dans la vie économique d'un pays.

SECTION I : Quelques études théoriques sur le développement et le secteur agricole

1. La notion de surplus agricole :

L'élément central des modèles de développement expliquant le rôle de l'agriculture sur la croissance est la notion de surplus, généré dans le secteur agricole. À cet effet, les physiocrates reconnaissaient que l'importance d'un surplus agricole était essentielle pour la bonne santé des finances publiques et le niveau de l'activité économique.

Trois préoccupations majeures ressortent de la littérature sur le rôle de l'agriculture dans la croissance et le développement économique:

- Les déterminants de la génération d'un surplus dans le secteur agricole à travers des gains de productivité dus à l'investissement et aux innovations ;
- Les différents mécanismes de transfert de ce surplus ;
- L'utilisation de ce surplus pour réaliser le développement industriel via les investissements publics, lorsque ce surplus est transféré par les taxes.

2. La révolution industrielle : conséquence du développement agricole :

Avant 1950, de nombreux auteurs affirmaient que la croissance du secteur agricole a précédé ou peut être causé la révolution industrielle. En 1767, à l'aube de la révolution industrielle, J. S. MILL affirmait que la productivité de l'agriculteur limite la taille du secteur industriel. Les historiens de la révolution industrielle ont noté la répétition d'une certaine logique par laquelle la révolution agricole a précédé la révolution industrielle par un décalage de cinquante à soixante années.

3. Le développement économique et l'agriculture :

L'économiste KUZNETS (1964) distingue quatre voies par lesquelles l'agriculture concourt au développement économique :

- Les produits

Le secteur agricole fournit la nourriture permettant d'alimenter les travailleurs des autres secteurs. Il fournit également à l'industrie les matières premières. Un secteur agricole productif fournira des produits bon marché, d'où une amélioration du niveau de rémunération réel et donc une possibilité d'accumulation pour les autres secteurs. De plus, l'augmentation de la production agricole a un effet sur la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB).

- Le marché

Le secteur agricole peut constituer une demande de biens industriels et de services. Une amélioration de la productivité dans ce secteur devrait permettre l'amélioration des revenus du monde paysan et par conséquent l'accroissement de leur consommation. Le secteur agricole peut ainsi faciliter l'émergence de nouvelles débouchées pour les industries.

- Les devises

L'exportation de produits agricoles est une source de devises pour l'économie. Dans un contexte où l'activité agricole est importante, ces devises peuvent servir à l'importation des machines et matières premières dont a besoin l'industrie pour se développer. D'un autre côté, l'agriculture peut permettre l'économie de devises en produisant des denrées qui étaient autrefois importées.

- Facteurs de production

L'agriculture fournit aux autres secteurs le surplus de main d'œuvre dont elle dispose.

Ces analyses de KUZNETS se retrouvent dans différents travaux des économistes du développement. L'accent était mis sur le développement industriel, car lui seul était à même de fournir des conditions d'un véritable développement économique. Cette fascination pour la modernisation leur a fait avoir une « doctrine de primauté de l'industrialisation sur le développement agricole, qui a sapé du même coup les possibilités de contribution de l'agriculture au développement global ». A. KRUEGER a résumé ces premières théories du développement comme composées de plusieurs fils directeurs :

- Le désir et la volonté de «modernisation»;
- L'interprétation de l'industrialisation comme la voie de la modernisation;
- La conviction qu'une politique de «substitution des importations» était nécessaire à la protection des industries «naissantes»;
- La méfiance à l'égard du secteur privé et du marché et la conviction que le gouvernement, en sa qualité de tuteur paternaliste et bienveillant, devrait prendre la direction du développement;

- La méfiance vis-à-vis de l'économie internationale et le manque de confiance dans les possibilités de développement des exportations des pays en développement.

On va présenter ci-dessous en détail les implications d'un développement du secteur agricole sur des côtés particuliers de la réalité économique selon les économistes du développement de la première génération.

4. Agriculture, offre de produits alimentaires et croissance de la population :

L'agriculture subvient au besoin le plus important de l'homme : l'alimentation. En effet, bien que tous les produits alimentaires ne soient pas agricoles, il existe tout de même un lien très étroit entre produits alimentaires et produits agricoles.

La ration alimentaire d'un individu est un indicateur direct de son bien-être, et elle peut expliquer de façon indirecte ses aptitudes et capacités au travail. La théorie du capital humain développée entre autres par SCHULTZ et BECKER présente la composante santé de l'individu comme un élément contribuant à augmenter sa productivité. Cet état de santé est largement tributaire de nombreux éléments dont la qualité des aliments consommés par l'individu. MELLOR (1970) note l'effet que peut avoir une situation de malnutrition sur la productivité des travailleurs. La malnutrition qu'il faut distinguer de la faim entraîne des déficiences, ce qui élève le taux de morbidité et diminue la résistance aux parasites.

Une offre de produits alimentaires en qualité et en quantité en provenance du secteur agricole, couplé de politiques de redistribution, augmente les chances d'avoir des travailleurs en bon état de santé et donc plus productifs. Certes, l'offre de produits alimentaires peut provenir des importations, sans que le secteur agricole n'y contribue énormément. Mais dans les premières

phases du développement, les économies manquent d'assez de ressources financières ; le secteur agricole doit ainsi produire abondamment pour permettre l'économie de devises qui pourraient être affectées à d'autres investissements. De plus, GILLIS M. et autres soulignent l'importance que pourrait recouvrir la notion d'autosuffisance alimentaire pour une économie. Ils attirent l'attention sur le danger pour la santé économique, que représente la dépendance à l'égard des importations alimentaires. L'alimentation tend de plus en plus à devenir un bien stratégique, quasiment du même ordre que l'armement. Ainsi, un pays dépendant des autres pour sa nourriture pourrait subir des pressions de différents ordres par ces derniers. De plus, la croissance démographique faisant fondre les excédents alimentaires mondiaux, les pays fortement importateurs des produits alimentaires feraient par conséquent face à des prix élevés pour satisfaire leur demande. Et plus récemment, avec le développement des biocarburants, de vastes superficies cultivables sont utilisées à cet effet, au détriment des produits agricoles destinés à la consommation alimentaire. Dans le même ordre d'idées, l'explosion des classes moyennes dans les économies chinoises et indiennes s'est faite avec une augmentation de la demande alimentaire en terme qualitatif. Le besoin de consommer de la viande et des produits dérivés est allé croissant. Pour des pays d'Asie de l'est à l'exemple de la Thaïlande, grand producteur de riz, il devenait plus rentable de cultiver pour nourrir le bétail. La hausse des prix du riz dans les pays d'Afrique subsaharienne, importateurs nets de ce produit, et plus généralement la crise alimentaire sont des conséquences de ce changement de conjoncture mondiale.

Une hausse de l'offre de produits alimentaires est aussi nécessaire pour faire face à la croissance démographique. L'accroissement de la population est ainsi le mieux connu de tous les problèmes du développement économique. Il constitue l'argument le plus souvent avancé en faveur de l'augmentation de la production agricole. En plus de l'accroissement de la

population en terme quantitatif, un accroissement des besoins de la population est souvent observé au fur et à mesure que s'installe le développement économique. Les besoins alimentaires vont croissants. La production se doit d'évoluer à un rythme au moins égal. À défaut, des risques de survenance d'une crise alimentaire se font plus grands. L'offre de produits alimentaires émanant du secteur agricole a ainsi un rôle pour contribuer à assurer la sécurité alimentaire.

Observation de Theodore Schultz dans son discours d'acceptation du prix Nobel d'économie de 1979 :« *Pour la plupart, les habitants de la planète sont pauvres ; par conséquent, étudier l'économie de la pauvreté nous apporterait beaucoup de renseignements sur les principes économiques qui comptent vraiment. Partout dans le monde, les pauvres tirent en majorité leur revenu de l'agriculture ; par conséquent, étudier l'économie agricole nous apporterait beaucoup de renseignements sur l'économie de la pauvreté* » (Schultz, 1979).

SECTION II : Quelques résultats empiriques sur l'agriculture à Madagascar.

L'agriculture malgache se caractérise par une foule des petites exploitations (surfaces cultivées moyennes : 1,2 hectares) qui associent plusieurs activités (culture et élevage) et dont les produits sont principalement orientés vers l'autoconsommation (EPM 2000). Les études faites en 1999 montrent que 91,6% des ménages éleveurs pratiquent l'agriculture (PME, 2000). Le riz est l'aliment principal de la population malgache, mais le problème de niveau de productivité est stationnaire à environ 2 tonnes/ha.

A Madagascar le pouvoir de marché de l'agriculture est faible pour plusieurs raisons à savoir : enclavement, difficulté d'accès au marché, problèmes de transport, l'insécurité dans le monde rural, problème de stockage, non accès au crédit, ...D'après les études faites par Minten (2003) et Dorosh (2006) , sur le marché de collecte de produits agricoles, il existe seulement un petit nombre de collecteurs qui s'accaparent les produits et cette situation entraîne une forte augmentation de prix à la consommation par rapport à celui du prix au producteur.

Les statistiques récentes permettent de constater que les agriculteurs notamment les petits, ont le plus de ratio de dépendance démographique et sont plus pauvres que les autres agents sur le cadre national : ratio de pauvreté de 88,3% en 2010, contre une proportion nationale de 76,5%. Il n'y a qu'une faible proportion d'entre eux, 11,0%, qui déclarent pouvoir épargner contre 18% pour les consommateurs et 67% pour les collecteurs. Par ailleurs, ils ont probablement moins d'accès à l'information (possession de moyens de communication) et ont probablement plus de difficultés à l'interpréter (taux d'alphabétisation et niveau d'instruction)

Cette faiblesse du pouvoir de marché ne singularise pas les agriculteurs malgaches. Au plan international, les agriculteurs sont les plus soumis à la concurrence. Ils sont pour la plupart, isolés et petits par rapport aux firmes agroalimentaires qui sont les acheteurs de leurs

produits selon Danau (2011). Sur les marchés agricoles africains, l'asymétrie d'information porte à la fois sur la qualité des produits et sur les prix du marché. Les agriculteurs sont en situation d'infériorité par rapport aux commerçants d'après Fraval (2000).

SECTION III : l'agriculture, source de l'innovation technologique

1.la révolution industrielle:

2.1.l'utilisation des outils plus performants :

C'est avec la révolution industrielle que les machines agricoles ont vu le jour. L'amélioration mécanique de la charrue traditionnelle en bois, avec l'apparition de petites pointes de fer attachées au bois avec des bandes de cuir. Mais ce n'est qu'à partir du XVIIIe siècle que les améliorations les plus importantes ont été apportées. En 1797, Charles Newbold, forgeron de Burlington, New Jersey, introduisait le versoir de charrue en fonte. Celui-ci présente l'avantage de retourner la terre et de la fragmenter ; ce type de charrue est encore le plus utilisé. John Deere, un forgeron américain, fabriqua en 1830 une charrue améliorée, en acier. Les autres inventions importantes comptent le semoir de l'agriculteur anglais Jethro Tull. Mis au point au début du XVIIIe siècle, il connut, pendant plus d'un siècle, une succession de petits perfectionnements. La moissonneuse de l'Américain Cyrus McCormick apparut en 1831 ; elle fut suivie de nombreuses nouvelles batteuses tirées par des chevaux, des faux pour couper les céréales et l'herbe, des râteliers et des égreneuses de maïs. À la fin du XIXe siècle, la vapeur fut souvent utilisée pour remplacer l'énergie animale, pour tirer les charrues et pour actionner les batteuses.

2.2.L'agronomie scientifique:

L'amélioration raisonnée des cultures et de leur rendement ont marqué la naissance de l'agronomie scientifique. Parallèlement à l'amélioration des techniques, les premières tentatives systématiques de lutte contre les parasites furent réalisées aux XVIIe et XVIIIe siècles. Au XIXe siècle, des poisons de toutes sortes furent mis au point pour être utilisés en pulvérisations ; on tenta également de se servir des insectes prédateurs de ces parasites (lutte biologique avant l'heure, la coccinelle était employée pour lutter contre les pucerons). Des

variétés de plantes résistantes furent également cultivées ; l'un des exemples les plus remarquables en fut le sauvetage des ceps de vigne européens, parasités par le Phylloxera, accidentellement introduit en Europe. Ces ceps reçurent des greffes de variétés américaines résistantes, et la vigne résultante fut cultivée avec succès. Les progrès réalisés dans les transports avaient également d'importantes répercussions sur l'agriculture. Les routes, canaux et lignes de chemin de fer permirent aux agriculteurs d'obtenir les approvisionnements nécessaires et de commercialiser leurs produits sur des régions plus vastes. À partir de la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, les aliments purent être protégés pendant le transport et acheminés de façon plus économique, grâce aux progrès réalisés au niveau du rail, du transport maritime et de la réfrigération.

2. La révolution verte :

2.1. Culture de plus en plus variée et améliorée :

L'augmentation de la production alimentaire, dans la période d'après-guerre, fut le résultat d'une nouvelle explosion démographique. Dans les pays en voie de développement, ce que l'on a appelé « la révolution verte », comportant la culture sélective de cultures traditionnelles pour des rendements importants, de nouvelles variétés hybrides et des méthodes de culture intensives adaptées aux climats et aux conditions de culture de pays très peuplés comme l'Inde, refrénèrent temporairement la demande de plus grandes quantités d'aliments. Puis une pénurie de pétrole au milieu des années 1970 (premier choc pétrolier) a réduit l'approvisionnement en engrais azotés utiles pour la réussite de nouvelles variétés. Simultanément, des conditions climatiques changeantes et des désastres naturels comme la sécheresse et les inondations réduisirent les récoltes mondiales. La famine a régné dans de nombreux pays d'Afrique.

2.2.L'agriculture contemporaine :

De notre jour, l'agriculture dépend considérablement de l'ingénierie, de la technologie et des sciences biologiques et physiques. Ainsi, la génétique participe de façon importante à la productivité de la ferme (de même qu'à l'élevage du bétail). L'irrigation, le drainage, la conservation des aliments et les techniques sanitaires, concourant ensemble à la réussite de l'agriculture, sont quelques-uns des domaines nécessitant le savoir-faire des ingénieurs agronomes. En outre, la culture hydroponique, méthode d'horticulture sans sol, où les plantes sont cultivées dans des solutions de substances chimiques nutritives, permet notamment d'obtenir des plantes hors-saison et de leur assurer des conditions de croissance optimales, en adaptant parfaitement son milieu nutritif et son environnement à chaque plante cultivée.

Deux secteurs ont considérablement tiré parti des progrès des connaissances scientifiques et de leur application pratique : la fumure des sols et la protection des cultures contre leurs parasites et leurs prédateurs. Le terme de fumure désigne d'abord la restitution au sol des éléments nutritifs qui en disparaissent par l'exportation des récoltes, grain et paille dans le cas des céréales, par exemple, ensuite l'élévation du niveau de fertilité du sol même, lorsqu'il est bas pour des raisons naturelles ou autres.

PARTIE II : L'ASPECT AGRICOLE ET LA POLITIQUE AGRICOLE POUR LE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR

Toutefois, on ne peut pas affirmer gratuitement que l'agriculture concourt au développement économique dans tous les pays du monde entier sans que le pays en question soit un pays à vocation agricole, possédant des terres cultivables vastes, et que la plupart des pauvres habitent dans les milieux ruraux. Justement, Madagascar n'échappe pas à ces critères.

Dans cette deuxième partie, on essaie de montrer que Madagascar présente des avantages pour promouvoir son agriculture : des énormes superficies des terres cultivables, des variétés des produits, des mains d'œuvres importants et des ressources naturelles abondantes à être mobiliser pour que l'agriculture libère Madagascar dans le joug de la pauvreté. Puisque la production rizicole domine le secteur agricole malgache, il serait mieux de l'étudier particulièrement.

SECTION I : L'agriculture à Madagascar

1. Les aspects agricoles à Madagascar :

1.1. L'état de son agriculture :

Les terres cultivables à Madagascar représentent un potentiel de 36 Mha, dont moins de 10% sont réellement exploités, donc, sous-exploités. L'agriculture est peu mécanisée et dominée par les outils traditionnels, le relief montagneux et l'érosion tragique des sols réduisent les terres cultivables soit 5,1 de la superficie totale. Généralement, le secteur agricole malgache est caractérisé par sa faible productivité et n'emploie que faible quantité de main d'œuvre, il s'agit là d'une modèle de l'agriculture de type « familiale » qui repose sur la main d'œuvre familiale, l'unité de production est une famille , donc exclut le salariat, et permet donc la substance de cette famille. En 2004, le Recensement Général de l'Agriculture¹ avait évalué à environ 2,5 millions le nombre d'exploitations agricoles dans le pays dont 99% étaient des exploitations familiales des ménages qui exploitaient plus de 95% des terres cultivées. Ce sont ces exploitations agricoles familiales qui nourrissent la population en riz.

La contribution de l'agriculture au PIB de Madagascar stagne de 25~26% depuis 30 ans, celle-ci n'engendre que très peu de valeur ajoutée.

1.2 Les variétés de ses produits agricoles :

Madagascar est qualifié par une agriculture variée ; les principales cultures sont le riz, le manioc, le maïs, les haricots, les patates douces, les pommes de terre et le taro. Et comme produits d'exportation : le café, les clous de girofle, le sisal, la canne à sucre, le tabac et la

¹MAEP, 2007

vanille. Pays d'élevage, Madagascar possédait en 2006 un cheptel de 9,69 millions de bovins, 1,2 million de caprins et 1,6 million de porcs, qui restent dans le circuit national. Ainsi, l'agriculture de Madagascar dépend des conditions climatiques, notamment les cyclones qui produisent de graves dégâts à répétition. La nécessité absolue de la production est la consommation intérieure, c'est-à-dire assurer l'autosuffisance alimentaire.

2. La dominance de la filière riz dans la production agricole malgache :

2.1. Les préférences des paysans en termes de variétés de riz :

La riziculture malgache est très diversifiée, les systèmes de production et les systèmes en rizière sont nombreux ; Ces systèmes ont des modes de conduite différents selon les origines du peuplement, la densité de population, les caractéristiques du relief et du régime hydraulique des cours d'eau ; les préférences des riziculteurs dans leurs choix de variétés rizicoles ont été évaluées à travers six caractères : la productivité, résistance à la sécheresse, résistance à l'inondation, résistance aux maladies phytosanitaires, goût et la forme des graines, longueur du cycle.

2.2. La riziculture : activité principale des paysans malgaches :

La filière riz représente la première activité agricole et économique de Madagascar en termes de volume, générant une valeur ajoutée de 535 milliards d'Ariary, elle contribue à hauteur de 12% au PIB en termes courants, et de 43% au PIB agricole (estimé à 27% du PIB global). Le riz, aliment de base des malgaches, constitue donc près de la moitié de la production agricole du pays. Le riz est cultivé par tout dans l'île. Le moindre recoin de terrain est dédié au riz, la céréale omniprésente, qui marque les paysages de son empreinte. Les

rizicultures ont utilisé plus de 60 % des superficies occupées par les principaux produits agricoles (maïs, riz, café, pomme de terre, ...). En ce sens, les performances du secteur rizicole déterminent très largement celles du secteur agricole et de manière significative celles de l'économie nationale. Madagascar, malgré, demeure importateur de riz, dépendant d'environ 10 % de sa consommation totale et endurent des impacts des prix élevés à l'importation sur le prix du riz local. Il est victime des mesures restrictives prises par certains pays producteurs exportateurs depuis un certain temps, ayant entraîné une régression des échanges internationaux de riz. Tout effort productif impose l'existence de capital et l'absence de ce dernier est un obstacle pour la population rurale à faible revenu et assoiffée du désir d'entreprendre.

Bien que le riz est la principale base aliment des malgaches, sa production est encore de faible rendement, car au niveau national, le rendement moyen de riz est d'ordre 2,7t/ha, le riz fait l'objet d'importations structurelles pour Madagascar, environs 150.000 à 200.000 tonnes par an.

Voici alors deux tableaux qui montrent l'importance de la production riziculture à Madagascar :

Dans le tableau n°1, la superficie de la rizière dépasse largement celles des autres produits agricoles : 1 272 030 ha sont occupés par la culture de riz, qui est presque 10 fois plus que la moyenne. Même si la plupart des paysans malgaches cultivent du manioc, sa superficie est six fois moins que celle consacrée à la culture de riz. On en tire donc l'importance de la filière riz sur la production agricole malgache (tableau 1).

En termes de volume production, allant de 2007 à 2010, on enregistre en moyenne 4000000 tonnes de paddy, qui est aussi le plus élevés par rapport aux autres produits agricoles ; encore

une fois le double de cel du manioc. Une fois de plus, cela ressort que la production rizicole est la composante principale du secteur agricole à Madagascar (tableau 2).

TABLEAU 1: SUPERFICIE DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES

Unité : Ha

Culture	2007	2008	2009	2010
Riz	1 272 030	1 283 560	1 295 186	1 307 043
Maïs	257 400	259 730	262 069	264 429
Haricot	75 960	77 340	78 800	78 833
Pois du Cap	13 610	13 710	13 953	13 900
Manioc	394 875	393 815	402 349	405 816
Patate douce	122 855	126 669	127 669	128 627
Pomme de terre	36 510	36 830	37 782	38 208
Arachide	55 200	55 630	55 363	55 159
Canne à sucre	25 750	23 515	23 595	23 540
Letchis	-	-	-	-
Café	111 685	117 955	117 950	117 950
Poivre	10 490	10 595	10 575	10 575
Girofle	37 415	36 865	36 890	36 890
Vanille	37 840	38 160	64 640	64 640
Cacao	7 470	7 530	7 530	7 591
Tabac	2 480	2 417	2 427	2 414
Thé	335	335	335	335

Source : Service des Statistiques Agricoles /DSEC

TABLEAU 2 : PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES

Unité : Tonne

Produit	2007	2008	2009	2010
Paddy	3 595 755	3 911 175	1 540 435	1 737 965
Maïs grain sec	453 385	542 835	505 154	443 474
Haricot grain sec	79 505	80 485	82 095	82 130
Pois du Cap	16 670	16 680	16 640	15 210
Manioc frais	2 993 585	3 021 080	3 048 290	3 008 895
Patate douce	894 555	902 665	910 845	919 130
L'omme de terre	216 620	219 630	223 755	225 850
Arachide en coque	60 145	59 855	59 710	59 495
Canne à sucre	480 525	474 440	475 000	447 780
Litchis	169 519	169 525	175 725	183 340
Café marchand	57 750	60 100	56 865	39 760
Poivre noir sec	2 915	5 455	5 050	3 275
Girofle clou	14 030	17 115	16 335	9 535
Vanille verte	5 825	5 280	4 820	3 910
Cacao en fève	6 465	6 465	6 519	7 633
Tabac	2 117	2 087	2 484	2 499
Thé sec	374	246	323	311

Source : Service des Statistiques Agricoles /DSFC

3. La production rizicole dans la région du lac Alaotra :

3.1. Caractéristiques de cette région :

Le lac alaotra est une région isolée à 250 km de la capitale Antananarivo, cette région est la principale zone de production rizicole de Madagascar avec plus de 110000ha de rizières aquatiques et environ un tiers de la production rizicole commercialisée provient de cette région. La production globale double tous les 20 ans et elle est un lieu d'intervention publique privilégié depuis l'époque coloniale. Une collection nationale de plus de 2600² variétés de riz se trouve dans cette région, parmi ces différentes variétés, on retient le *Makalioka*.

TABLEAU 3 : SUPERFICIE RIZICOLE PAR DISTRICT

		Unité : Ha			
Région	District	2007	2008	2009	2010
Atsinanana		78 650	79 350	80 070	80802
	Vohibinany (Brickaville)	12 580	12 690	12 805	12923
	Vatomandry	13 710	13 835	13 960	14087
	Mahanoro	13 275	13 390	13 510	13633
	Marolambo	15 650	15 790	15 935	16081
	Toamasina II	17 495	17 650	17 810	17973
	Tanambao Manampotsy	5 940	5 995	6 050	6105
Analanjirifo		70 260	70 880	71 520	72177
	Nosy Bora (Ste Marie)	870	875	885	894
	Maroantsetra	10 940	11 035	11 135	11237
	Mananara Avaratra	6 010	6 060	6 115	6173
	Fenoarivo Atsinanana	26 135	26 370	26 605	26848
	Vavatenina	14 305	14 430	14 560	14693
	Soanierana Ivongo	12 000	12 110	12 220	12332
Alaotra Mangoro		88 130	88 930	89 730	90553
	Amparafaravola	41 770	42 150	42 530	42919
	Ambatondrazaka	19 045	19 215	19 390	19568
	Moramanga	10 670	10 765	10 860	10959
	Andilamena	9 300	9 390	9 475	9564
	Anosibe An'ala	7 345	7 410	7 475	7543
	TOTAL	237 040	239 160	241 320	243 532

Source : INSTAT

Dans ce tableau n°3, on peut constater que la région alaotra mangoro représente 88130 Ha en 2007 et 90553 Ha en 2009 de superficie agricole qui est le plus élevé par rapport aux autres régions, suivi par la région Antsinana avec 78650 Ha. Donc c'est dans cette région que l'approvisionnement en riz est assuré, c'est ainsi qu'on l'a appelé le grenier de Madagascar.

SECTION II : Le besoin de financement du secteur agricole malgache pour son développement

1. Pourquoi doit-on financer l'agriculture ?

L'accès à des financements est primordial pour les agriculteurs en vue d'accroître leur capitaux productifs ; l'amélioration des semences ; achat des matériels de transport ainsi que les nouveaux outils ; la fabrication des systèmes de l'irrigation ; approvisionnement en intrants et la commercialisation des produits et mettre des infrastructures de protection contre les risques climatiques ; l'enjeu c'est l'accroissement de la productivité agricole afin que les petits exploitants peuvent à son tour avoir un meilleur niveau de revenu ,adoption des innovations. La mise en place des financements diversifiés et adaptés aux besoins des producteurs agricoles est alors essentielle. On considère le crédit agricole comme intrant dans le processus de production.

2. Les types de financement:

2.1. Les institutions de microfinance :

Les principaux axes :

Les activités de la microfinance dans le milieu rural sont basées sur trois axes :

- Incitation à la production : encourager les paysans à exploiter les ressources existantes par le biais d'octroi de crédits.
- Accroissement de la productivité : pousser les petits producteurs et les micro entrepreneurs à intensifier leurs productions donc d'améliorer leur rendement par des soutiens financiers.

- Lutte contre la thésaurisation : La thésaurisation c'est la conservation d'argents dans un endroit qui n'est pas sûr, trop risqué par exemple sous les matelas, les oreillers, sans les épargner ou capitaliser moyennant des intérêts.

TABLEAU 4 : CREDITS OCTROYES AU SECTEUR AGRICOLE PAR ACTIVITE ET PAR TYPE DE PRODUIT

Unité : Millions d'Arany

ACTIVITE	Crédit à la production				Crédit à la commercialisation			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
Agriculture	6 404 707	4 814 165	-	-	23 683 434	23 946 017	-	-
Elevage								
Pêche	-	-	-	-	6 906 370	4 430 900	-	-
Forêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Divers	37 005	30 301			106 150	396 700		

Source : BOA

Les différentes sortes de besoins financiers :

Les besoins en services financiers des exploitations agricoles portent sur différents types de crédit :

- de court terme : pour le financement de la campagne agricole (intrants, main d'œuvre), de l'emboûche, du stockage, de la première transformation des produits agricoles
- de moyen terme : pour l'équipement agricole

- de long terme pour l'équipement lourd, les plantations de culture pérennes, l'achat de foncier dans certains contextes mais aussi sur des produits d'épargne susceptibles de développer les capacités d'autofinancement des exploitations et des produits d'assurance.

2.2. Les organismes internationaux :

Fonds international de développement agricole (FIDA):

Agence spécialisée des Nations unies créée en décembre 1977 dans le prolongement de la Conférence mondiale sur la faim tenue à Rome en 1974. Le rôle principal du FIDA est de prêter des fonds pour aider les pays en voie de développement à améliorer leur production alimentaire, à lutter contre la malnutrition et à perfectionner leurs techniques agricoles. Les ressources sont destinées aux populations rurales les plus démunies.

Programme Alimentaire Mondial (PAM) :

Le PAM est destinée à fournir de l'aide alimentaire, en priorité aux pays dont les ressources alimentaires sont insuffisantes, et à apporter son assistance à la mise en place de projets de développement économique et social.

Food and Agriculture Organization (FAO) :

Elle encourage la préservation des ressources naturelles et promouvoir certaines techniques agricoles ; elle agit sur la gestion internationale des produits alimentaires. Parmi ses projets, on note le développement de ressources de base en matière de sols et d'eau, l'échange à l'échelon international de végétaux, la lutte contre les maladies animales et végétales et l'assistance technique à tout État membre dans les domaines de la nutrition, de la conservation des denrées, de l'irrigation, de la protection des sols ou du reboisement.

SECTION III : La politique agricole à Madagascar : lutte contre le chômage et la pauvreté

1.Objectifs poursuivis:

1.1.Les objectifs que le Gouvernement établit pour le développement rural sont les suivants :

- augmenter la productivité pour atteindre le même niveau que les pays asiatiques et augmenter les superficies irriguées
- préserver le capital naturel, qui est l'outil de travail des producteurs
- promouvoir la diversification et la transformation des produits agricoles en encourageant les associations villageoises et le secteur privé
- respecter les normes internationales de qualité pour développer les exportations agricoles et agroalimentaires
- gérer de façon transparente et rationnelle les ressources halieutiques et assurer leur pérennité.

1.2.Cette politique aura pour impacts :

- une contribution à la croissance économique
- la gestion durable des ressources naturelles
- l'amélioration de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

2.La politique agricole de l'Etat malgache depuis l'indépendance :

La politique du secteur agricole de l'Etat malgache depuis l'indépendance s'est articulée autour de trois idées force : autosuffisance et/ou sécurité alimentaire, prolongation des chaînes de valeur pour structurer un secteur agroindustriel pourvoyeur d'emplois, amélioration des conditions de vie des ruraux

Le développement rural de Madagascar doit relever six défis majeurs : foncier ; micro-finance ; révolution verte ; marché ; agro-business ; valorisation des produits.

2.1. Le riz, enjeu prioritaire pour le développement du monde rural

Dans les années 1960 l'Etat malgache a focalisé sa politique agricole sur l'augmentation de la superficie et de la productivité rizicole (Opération de Production Rizicole/OPR), en développant de grands complexes rizicoles (plus de 100 000 hectares ont été aménagés dans différentes régions du pays : aménagements hydroagricoles du Lac Alaotra, de Marovoay, du Dabara, de la Samanagoky...). Entre 1961 à 1968, la production a augmenté de 48 %, la superficie rizicole de 22 % et le rendement moyen de 21 %¹². Cette politique agricole, qui s'inscrit au sein de plans quinquennaux de développement économique, s'est appuyée sur le développement d'un système efficace d'approvisionnement, de vulgarisation et de commercialisation des produits, ainsi que sur la mise en place des sociétés de développement (SOMALAC, SAMANGOKY...). Un effort important a été consenti sur la formation de cadres nationaux pour mettre en œuvre cette politique.

2.2. La politique agricole de la décennie « révolutionnaire » des années 1970 De 1972 à 1981

Madagascar a vécu un événement particulier « révolutionnaire ». La politique agricole, basée sur des principes d'indépendance et d'autonomie, visait à assurer l'autosuffisance alimentaire nationale (doublement de la production de riz), à accroître les exportations agricoles et à couvrir les besoins du secteur en intrants sur place. Il s'agissait de transformer structurellement l'économie agricole, qui était considérée comme la base du développement industriel. Les coopératives socialistes sont installées sur l'ensemble du territoire, les unités industrielles et les sociétés commerciales sont nationalisées, des sociétés d'Etat sont créées (par exemple Société d'Intérêt National des Produits Agricoles/SINPA) une réforme agraire est impulsée (nationalisation et démembrement des domaines coloniaux, interdiction du

métayage....), un organisme national de crédit à l'agriculture est mis en place en soutien aux programmes de vulgarisation (Banque Nationale Malgache), ainsi que des mécanismes de stabilisation des prix des produits d'exportation (caisse de stabilisation). Le commerce de détail passe également sous le contrôle de l'Etat.

Cette politique se traduit par une chute drastique de la production agricole, une dégradation des revenus des agriculteurs et une forte augmentation des importations agricoles. Les producteurs agricoles ont été fortement affecté par la politique de main mise des organes de l'Etat sur les secteurs de la production et de la commercialisation des produits agricoles qui ne répondait plus à leurs besoins (prix peu incitatifs, retards de paiement, difficultés d'accès aux intrants, importance des détournements de fonds...).

2.3.La politique agricole face à l'ajustement structurel (années 1980) L'Etat s'engage à partir de 1982 dans la négociation d'un Programme d'Ajustement Structurel

Celle qui marque une timide libéralisation des activités liées à la production agricole (collecte, transformation, distribution des produits agricoles). Ce processus de libéralisation (filieres riz, café, girofle, vanille...) est amorcé dans une conjoncture internationale délicate (chute des cours des matières premières, perte de compétitivité des produits malgache...). Durant cette période le Franc Malgache (FMG) a été dévalué à plusieurs reprises (1981, 1985,...), ce qui a imposé la mise en place d'un stock de sécurité de riz afin de maintenir son prix à un niveau acceptable par les consommateurs.

Des actions d'envergure sont mises en place pour améliorer les performances du secteur agricole. Elles concernent notamment :

- La réhabilitation des infrastructures rurales (réhabilitation des grands périmètres irrigués : SOMALAC, FIFABE, et SAMANGOKY...);

- La mise en place des projets régionaux de développement rural : ODR (Opération de Développement Rizicole), ODASE (Opération de Développement Agricole du Sud/Est)... ;
- Le renforcement des programmes de vulgarisation... ;
- L'amélioration des outils de financement avec la réorientation des produits financiers de la Banky ny Tantsaha Mpamokatra (BTM), davantage orientés sur le développement des exploitations.

La politique de libéralisation des prix et de la commercialisation des produits agricoles, initiée dès 1983, a permis de faire progresser la production rizicole de 2 060 000 tonnes en 1985 à 2 330 000 tonnes en 1989. Le taux d'accroissement annuel de la production durant cette période est de 3,1 %, légèrement supérieur au taux de croissance démographique de 2,8 %. Mais les rendements moyens à l'hectare continuent à stagner entre 1,9 et 2,0 tonnes/hectare¹⁹. Si les importations de riz décroissent durant cette période, l'impact sur la population rurale reste mitigé. Seules les exploitations structurellement excédentaires tirent parti des réformes. Pour la majorité des exploitations, la production agricole continue de stagner autant pour des raisons technico-économiques (difficultés d'accès aux nouvelles technologies et aux intrants, faiblesse des marchés, insuffisance d'infrastructures rurales, difficultés persistantes d'accès aux financements...) que pour des raisons structurelles (la demande intérieure chute de 34 % entre 1980 et 1990, la population malgache reste fondamentalement rurale...).

2.4. Puis face à l'ajustement structurel renforcé (années 1990)

Dans la période 1992-2000, Madagascar s'engage dans un programme d'ajustement sectoriel renforcé. Avec l'application d'un taux de change flottant, le FMG subit une forte dévaluation qui aurait dû profiter au secteur exportation. Le Plan de Développement Rural (1994-2000) marque une rupture forte dans la manière de concevoir le développement du secteur

agricole. Il se traduit d'abord par la mise en place d'un grand ministère d'Etat de l'Agriculture et du Développement Rural. Le Plan de Développement Rural (PDR) impulse une volonté de recentrer du rôle de l'Etat autour de fonctions d'orientation, de promotion, d'appui, de coordination, de suivi et de contrôle. Parallèlement, les activités liées à la production et aux marchés des produits agricoles sont transférées aux acteurs privés. Les fondements de cette politique agricole restent classiques : amélioration des conditions de vie en milieu rural, sécurité alimentaire, amélioration de la productivité agricole, ouverture des marchés, protection de l'environnement.

2.5. Vers une libéralisation intégrale de l'économie (années 2000)

La fin des années 1990, confirme pour le monde rural l'option libérale. L'Etat accélère la privatisation des sociétés d'Etat (par exemple, les Sociétés HASYMA et SIRAMA dans les secteurs respectivement du coton et du sucre) et renforce le processus de désengagement de l'Etat des activités de production et commerciales. Les fonctions de vulgarisation, recentrées sur une approche orientée vers la demande, sollicitent une implication accrue du secteur privé. Ce mouvement est consolidé par un appui soutenu apporté à la responsabilisation des producteurs par les biais de leurs organisations, ainsi que par la décentralisation des cadres de conception et de mise en œuvre des politiques rurales avec la mise en place des Groupes de Travail pour le Développement Rural (GTDR) instaurés au sein d'unités agro-écologiques homogènes (qui anticipent les futures régions administratives) dans la cadre du processus Plan d'action pour le Développement Rural (PADR).

A partir de 2003, le Gouvernement malgache affirme les impératifs de la modernisation des exploitations agricoles, de la promotion de la production marchande et de l'amélioration de la productivité du travail et des sols dans le cadre d'une gestion pérenne des ressources naturelles. Ce choix est donc celui d'une agriculture orientée vers le marché,

comme base indispensable au développement durable du secteur agricole. Tout ceci est clarifié dans le Madagascar Action Plan (MAP). Le MAP porte sur la période 2007- 2012, et est basé sur les objectifs de la Vision « Madagascar Naturellement » qui définit ce que le pays attend de son secteur rural (orientations stratégiques définies par la Présidence de la République en 2004) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (élimination de la pauvreté à Madagascar à l'horizon 2015). Le Plan d'Action Madagascar 2007-2012 (MAP) souligne le rôle stratégique du secteur agricole et précise les objectifs de croissance sectorielle, en termes de développement de la production proprement dite, mais aussi en termes de développement de l'agro-industrie. Le plan d'action met en avant le rôle capital de l'agro-industrie comme moteur de la production, qu'elle soit végétale, halieutique ou dans le domaine de l'élevage.

Les politiques publiques élaborées qui touchent directement et indirectement le secteur agricole, convergent vers cette idée centrale (PNDR, PANSA, politiques sectorielles agricoles et rurales). Ces politiques, selon les objectifs visés, déclinent des stratégies spécifiques, des programmes d'investissements publics et des responsabilités institutionnelles, qui seront à considérer dans la définition des ressources humaines nécessaires à l'accompagnement de ces stratégies.

Le Programme Sectoriel Agricole (PSA), en cours d'élaboration repose sa stratégie sur l'augmentation de la production et l'amélioration de la productivité. Il s'agit de résorber les difficultés du secteur à « mettre sur le marché des produits en quantité et de qualité, pour assurer la sécurité alimentaire de la population, approvisionner les industries en aval et pour exporter ». Le PSA prévoit d'agir directement sur l'amélioration des capacités techniques et de gestion des producteurs, le renforcement des systèmes de conseil aux agriculteurs et le renforcement de l'offre de formation. Ce processus interrompu en 2009, est en cours de

reprise. Il marque une ferme volonté d'agir sur le renforcement des capacités des ressources humaines au sein du secteur agricole.

PARTIE III : L'AGRICULTURE SOURCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

La dernière partie va nous montrer que l'agriculture contribue vraiment au développement économique, c'est dans cette partie qu'on va voir les cas pratiques, en prenant quelques exemples des pays qui ont réussi à booster leur économie via l'agriculture.

SECTION I : L'agriculture au cœur de développement des pays défavorisés :

1.L'influence du secteur agricole dans tous les PMA :

1.1.Le secteur agricole au cœur de l'économie des PMA :

Le secteur agricole est au cœur de l'économie des pays les moins avancés (PMA). Il représente une large part du produit intérieur brut (PIB) (de 30 à 60 pour cent dans les deux tiers d'entre eux environ), emploie une proportion significative de la population active (de 40 pour cent à 90 pour cent dans la plupart des cas), est une importante source de devises (de 25 pour cent à 95 pour cent dans les trois quarts des PMA), produit la majeure partie des denrées alimentaires de base et est la seule source de subsistance et de revenus pour plus de la moitié de la population de ces pays. Les liens étroits en amont et en aval qui existent à l'intérieur du secteur rural ainsi qu'avec les autres secteurs de l'économie produisent en outre un effet de stimulation de la croissance et de la génération de revenus.

1.2.L'importance de l'agriculture pour le développement des PMA :

La plupart de ces pays ne pourront pas vraiment progresser sur la voie de l'expansion économique, de la réduction de la pauvreté et d'une plus grande sécurité alimentaire s'ils ne valorisent pas les ressources humaines et les capacités productives potentielles du secteur

agricole pour accroître sa contribution au développement économique et social en général. Une production vivrière et un système agricole solides et dynamiques sont par conséquent l'un des principaux piliers de la stratégie de croissance économique et de développement. L'agriculture dans les PMA ne peut pas continuer d'être considérée comme un facteur résiduel, de ne pas retenir davantage l'attention des pouvoirs publics et d'être négligée dans les investissements.

2.L'importance de l'agriculture dans le développement économique de Madagascar:

2.1.Rôle joué par l'agriculture sur l'économie de Madagascar :

L'agriculture a une forte potentialité sur le développement économique de Madagascar, elle s'avère le secteur productif le plus important dans les pays à faible revenu comme Madagascar, c'est une activité créatrice de l'emploi et pourrait améliorer la balance commerciale de Madagascar via l'exportation agricole, ceci étant, la croissance économique de Madagascar trouvera enfin le jour.

2.2.L'agriculture comme moteur de croissance à Madagascar :

Puisque Madagascar est un pays à vocation agricole, l'agriculture s'avère le principal moteur de la croissance : elle serait responsable d'en moyenne 32 % de la croissance du PIB, essentiellement parce qu'elle produit une large part du PIB et la majeure partie des pauvres (70 %) vivent dans les espaces ruraux. L'agriculture a largement prouvé qu'elle pouvait contribuer au développement, elle a une potentialité de réduire la pauvreté. La croissance agricole a un impact spécial sur la réduction de la pauvreté dans toutes les catégories de pays.

TABLEAU 5 : COMPARAISON STRUCTURE PIB DE BRANCHES D'ACTIVITES, en %

Branches	1970		2008	
	<u>Afrique</u>	<u>Madagascar</u>	<u>Afrique</u>	<u>Madagascar</u>
<u>Agriculture</u>	<u>24,5</u>	<u>24,4</u>	<u>16,5</u>	<u>24,8</u>
<u>Industrie</u>	<u>32</u>	<u>16,3</u>	<u>40,7</u>	<u>16,2</u>
<u>Services</u>	<u>43,5</u>	<u>59,3</u>	<u>42,8</u>	<u>59,0</u>
Total	100	100	100	100

Sources : Structural change in the world economy : main features and trends,
Working paper, 2009, ONUDI,
INSTAT

Ce tableau n°5 démontre qu'à part le secteur service, environ 25% de la valeur du PIB de Madagascar est engendré par l'agriculture, et cette valeur dépasse la moyenne des autres pays d'Afrique. Allant de 1970 à 2008, Madagascar a pu tenir ou même a augmenté de 0.4 la contribution de l'agriculture dans son PIB, tandis que celle de l'Afrique a dégradé 24.5 à 16.5.

SECTION II : Le développement de l'agriculture : source de l'industrialisation, et donc développement dans les pays avancés

1.L'agriculture américaine : la première agriculture du monde

Les Etats unis sont le premier producteur et exportateur mondial des produits agricoles (ils exportent 21% de leur production et agro-alimentaires comme le maïs et le soja. Cette puissance américaine repose sur des conditions naturelles favorables : grandes surfaces agricoles, climats variés ; sur des moyens techniques modernes : utilisation des engrais, la mécanisation ; et avec une agriculture intégrée dans un complexe agro-industriel contrôlé par des grandes firmes multinationales allant de la production de biens et de services aux agriculteurs jusqu'aux structures de transformations et de distribution des produits alimentaires. Le secteur primaire employait 1.6% de la population active et produisant 1.3% du PIB en 2005. Convenablement équipée mais fortement endettée, l'agriculture américaine est intégrée au grand capitalisme. Dominée par de grands groupes financiers industriels et commerciaux.

- Des conditions climatiques favorables :

Le premier atout de l'agriculture américaine repose d'abord dans l'immensité de son territoire, l'étagement des latitudes et sa diversité climatique. Sur les 7, 8 millions de Km² (si l'on exclut l'Alaska), les unités de relief et les divers climats se combinent pour former de nombreuses régions naturelles, chacune offrant des aptitudes agricoles particulières.

- une agriculture à haut niveau technologique :

L'agriculture américaine est d'abord une agriculture qui a un très haut niveau technologique du fait de la sophistication du matériel employé. L'utilisation très précoce de la mécanisation et de la motorisation n'a fait que s'amplifier depuis ses origines. Ainsi, le parc

américain s'élève à environ 5 millions de tracteurs. La consommation d'engrais a plus que doublé en vingt ans, et plus encore celle des produits de protection des cultures (fongicides, herbicides, insecticides). La recherche agronomique est très développée notamment grâce aux subventions des pouvoirs publics et permet de mettre sur le marché de nouvelles variétés toujours plus productives.

Les exploitations sont d'une taille imposante en comparaison de la moyenne européenne : 200 hectares, soit plus de 10 fois la moyenne européenne. Cette agriculture emploie grâce à sa très haute productivité peu de bras.

-La force de l'agribusiness :

La production agricole n'est que le centre de l'immense complexe agro-industriel américain. L'agribusiness désigne l'intégration de l'agriculture aux industries (engrais, matériels agricoles...) et services (banques...) nécessaires à l'amont, mais aussi aux industries (conditionnement, stockage...) et services (transports...) sollicités à l'aval.

Les sociétés industrielles possèdent souvent de larges domaines et contrôlent toute la production agricole ; elles produisent les aliments pour le bétail, possèdent la terre et les abattoirs, les chaînes de distribution de la viande et gèrent d'énormes "feed-lots", véritables usines où sont engraisés les bovins.

- une agriculture diversifiée :

Les Etats-Unis ont des productions diversifiées : élevage, maïs, soja, coton. Cette diversité est confirmée par la carte des espaces de production. Les Etats-Unis disposent d'un territoire immense qui offre la possibilité de développer tous les types de productions en

raison de la richesse et de la diversité des sols et des climats. Ainsi, on remarque aussi de l'agriculture commerciale dans les Etats comme la Californie (production de fruits et légumes) ou la Floride alors que la production de céréales et soja se concentre dans les Grandes Plaines.

- une agriculture puissante :

Productions très importante (importance de la production par exemple de maïs). De plus, l'agriculture est associée à des firmes transnationales très puissantes comme Coca-Cola, Quaker, etc.

- une agriculture fortement exportatrice :

Les Etats-Unis sont le premier exportateur mondial de maïs avec 55 % des exportations, de soja (60 %). Ils sont aussi aux premiers rangs pour le blé, le soja et le coton. On peut ajouter que les exportations assurées par l'industrie agro-alimentaire.

2.L'agriculture en France :

-Une production dominante de l'union Européenne :

La France demeure une grande puissance agricole, qui assure à elle seule plus de 20 % de la production de l'Union européenne. Les terres arables représentent environ 35,7 % de la superficie du pays (33 millions d'hectares cultivés contre 18 millions en Grande-Bretagne et en Italie). De plus, seul 1,8% de la population active française travaille dans le secteur agricole d'après la FAO en 2013. Ceci tranche radicalement avec la Chine qui produit certes près de 25% de la valeur agricole mondiale, mais dont le secteur agricole emploie près de

60% de la population active. La différence reste flagrante avec la Russie car son secteur agricole emploie environ 7,5% de la population active. Nous avons là encore une preuve de la grande productivité de l'agriculture française comparativement aux grands pays agricoles.

-la mise en valeur des terres anciennes :

La tradition agricole de la France repose sur une mise en valeur ancienne de son territoire, grâce à un climat et à des sols globalement très favorables, soit naturellement (limons de plateaux du Bassin parisien, sols bruns forestiers), soit après intervention de l'homme (amendement, drainage, chaulage, fertilisation par engrais, etc.), à l'image de la Champagne pouilleuse (voir Champagne-Ardenne) devenue, grâce à des apports massifs d'engrais, une riche campagne céréalière.

-L'agriculture française en terme de valeur :

Les échanges des produits agricoles se font sur les denrées non transformées, mais aussi sur les produits agroalimentaires. Ainsi, le monde échange une valeur de produits agricoles près de 8 fois supérieures à la valeur de la production. En 2011, les échanges atteignaient près de 18 350 milliards de dollars internationaux.

La France exporte environ 3,9% de cette valeur en 2011. Ceci la place en 6ème positions des pays importateurs et 7ème positions des pays exportateurs. Ainsi, la France, qui fait partie des plus grands pays producteurs, est aussi un acteur incontournable du marché international des denrées. L'Europe, peut être considérée comme la première puissance commerciale agricole puisqu'elle est à la première place des pays importateurs et des pays exportateurs avec environ 30% de la valeur totale en 2011. Les USA ne représentent que 12% de la valeur des importations mondiales et 8 % de celle des exportations.

SECTION III : Contribution de l'agriculture dans le développement de Madagascar : impacts et effets

Les estimations effectuées à partir d'un échantillon de pays montrent que la croissance du PIB due à l'agriculture contribue au moins deux fois plus à réduire la pauvreté que la croissance du PIB due au secteur non agricole en Chine, la croissance globale générée par l'agriculture a contribué, selon les estimations, 3,5 fois plus à réduire la pauvreté que la croissance due aux autres secteurs et 2,7 plus en Amérique latine. Une rapide croissance agricole en Inde par suite d'innovations technologiques (diffusion de variétés à haut rendement) et en Chine par suite d'innovations institutionnelles (système de responsabilisation des ménages et libéralisation des marchés) s'est accompagnée d'un important recul de la pauvreté rurale. Récemment, au Ghana, la forte réduction de la pauvreté, induite en partie par la croissance du secteur agricole, a été en grande partie enregistrée au niveau des ménages ruraux. En effet, le secteur agricole peut entraîner la croissance globale dans les pays à vocation agricole.

Pourvue que 90% des ruraux pauvres pratiquent la riziculture, le niveau de productivité dans ce secteur constitue un élément primordial pour l'augmentation du revenu et la réduction de la pauvreté. La croissance agricole due à la croissance de la productivité de la main d'œuvre agricole augmentera à son tour la productivité de la main d'œuvre dans le secteur non agricole. Les résultats démontrent comment une productivité agricole améliorée

peut faire une différence importante en termes de pauvreté et sécurité alimentaire et que l'agriculture joue un rôle important dans chaque stratégie de réduction de la pauvreté.

L'agriculture a amplement prouvé qu'elle pouvait contribuer à réduire la pauvreté. Une augmentation généralisée des revenus agricoles est indispensable pour stimuler la croissance de l'ensemble de l'économie. La croissance du PIB agricole à Madagascar pourrait atteindre 5 % par an, ce qui contribuerait automatiquement à une croissance du PIB de 1 à 2 %. Des emplois seraient créés dans ce secteur hautement intensif en main d'œuvre, ainsi, les éléments bénéfiques résultant de la croissance seraient nettement partagés. La littérature économique a montré que la croissance agricole se révèle deux fois plus efficace que d'autres types de croissance en matière de réduction de la pauvreté (Banque Mondiale, 2008). Dans le court terme, les principaux facteurs de croissance seront l'augmentation de la production de produits vivriers de base, surtout le riz, le maïs, les tubercules (pomme de terre, manioc, patate douce) et le sorgho. Les produits vivriers de base offrent les meilleures perspectives dans le court terme parce qu'ils sont déjà cultivés par laplupart des ménages ruraux et parce que leur productivité, encore faible, présente une marge de progression intéressante. A plus long terme, la permanence de la croissance agricole nécessitera une diversification vers des produits à plus haute valeur, tels que les fruits, légumes et épices, ainsi que la viande et les produits laitiers.

RECOMMANDATIONS :

Malgré la vastité des terres cultivables à Madagascar, les exploitants agricoles malgaches manquent de moyens pour l'expansion de ses activités, ainsi que son intégration dans le marché tant national qu'international :

- L'Etat doit financer les petits exploitants agricoles : augmenter la part de budget consacrée à la promotion de l'agriculture, celle-ci doit être la priorité de l'Etat dans la politique de développement

L'agriculture malgache est qualifiée de pratique ancienne, les produits agricoles malgaches ne respectent pas les normes internationales, la production est encore faible :

- Renforcer l'éducation et la formation : amélioration du savoir-faire des paysans pour une production agricole améliorée, et pour un peu plus de volume en termes d'exportation.

La rente terrienne est de plus en plus chère, or, la majeure partie des paysans ne sont pas propriétaires des terres sur lesquelles ils cultivent, donc ils sont face à un problème de coût alors que ses produits agricoles ne sont pas réellement destinés à la vente :

- Rendre facile l'acquisition des terres pour les petits exploitants : Minimiser les formalités pour l'acquisition d'un titre.

CONCLUSION :

Le secteur primaire, notamment l'agriculture est majeure pour la survie de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne. Pourtant, en tenant compte la part de budget attribuée à l'agriculture, et la manque de politique agricole envergure, l'Etat dans cette zone ne donnent pas de l'importance sur le rôle que le secteur agricole peut jouer en termes de développement économique. Entant que pays à vocation agricole et à faible revenu comme Madagascar ; la promotion de l'agriculture permet l'amélioration de sa santé économique. Cette potentialité à améliorer la vie économique d'un pays trouve ses raisons dans sa contribution à la valeur de son PIB. Parmi les différents produits agricoles à Madagascar, on a mis un peu plus d'importance sur la filière riz qui est l'aliment de base des malgaches, qui occupe une grande partie des terres cultivables, et c'est aussi la denrée qui est le sujet de l'importation agricole, mais qui peut générer des recettes importantes d'exportation. Les résultats montrent que le développement agricole est la source de la croissance économique dans les pays à vocation agricole que Madagascar en fait partie, avec l'amélioration de condition de vie des ruraux via l'augmentation de ses revenus. En effet, la croissance économique va se transformer en développement économique. Personnellement, l'Etat malgache doit impérativement focaliser tous ses efforts sur la promotion de l'agriculture : être à la proximité des agriculteurs ; offre des formations gratuites ; privilégier les agriculteurs à l'accès des terrains ; il doit être indépendant vis-à-vis des bailleurs pour la mise en œuvre de la politique agricole. Ainsi, l'agriculture va permettre de jouer son vrai rôle qui est la réduction de la pauvreté.

Table des matières

INTRODUCTION :	1
PARTIE I : QUELQUES CONCEPTS SUR L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT.....	3
SECTION I : Quelques études théoriques sur le développement et le secteur agricole.....	3
1.La notion de surplus agricole :	3
2.La révolution industrielle : conséquence du développement agricole :	3
3.Le développement économique et l'agriculture :	4
4.Agriculture, offre de produits alimentaires et croissance de la population :	6
SECTION II : Quelques résultats empiriques sur l'agriculture à Madagascar.....	9
SECTION III : l'agriculture, source de l'innovation technologique.....	11
1.la révolution industrielle:	11
2.La révolution verte :	12
PARTIE II : L'ASPECT AGRICOLE ET LA POLITIQUE AGRICOLE POUR LE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR	14
SECTION I : L'agriculture à Madagascar.....	15
1.Les aspects agricoles à Madagascar :	15
2.La dominance de la filière riz dans la production agricole malgache :	16
3.La production rizicole dans la région du lac Alaotra :	20
SECTION II : Le besoin de financement du secteur agricole malgache pour son développement ..	22
1.Pourquoi doit-on financer l'agriculture ?	22
2.Les types de financement:.....	22
SECTION III : La politique agricole à Madagascar : lutte contre le chômage et la pauvreté	25
1.Objectifs poursuivis:	25
2.La politique agricole de l'Etat malgache depuis l'indépendance :	25
PARTIE III : L'AGRICULTURE SOURCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	32
SECTION I : L'agriculture au cœur de développement des pays défavorisés :	32
1.L'influence du secteur agricole dans tous les PMA :	32
2.L'importance de l'agriculture dans le développement économique de Madagascar:	33

SECTION II : Le développement de l'agriculture : source de l'industrialisation, et donc développement dans les pays avancés	35
1.L'agriculture américaine : la première agriculture du monde	35
2.L'agriculture en France :	37
SECTION III : Contribution de l'agriculture dans le développement de Madagascar : impacts et effets.....	39
RECOMMANDATIONS :	41
CONCLUSION :	42
BIBLIOGRAPHIE.....	45

BIBLIOGRAPHIE

-Doligez, F. et D. Gentil, 2000, "*Le financement de l'agriculture.*" Document de travail, Version 2. Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement, Paris.

- FAOSTAT : *Organisation des Nations Unies pour les aliments et l'Agriculture. Statistiques agricoles en ligne*, 2009.

- INSTAT (Institut National de Statistiques) : *Statistiques Agricoles 2007*, Gouvernement de Madagascar, Antananarivo, 2008.

- P. Bernard, A., R. Ramboarison, L. Randrianarison, et L. Rondro-Harisoa : *Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural. Première phase: Synthèse nationale*, EPP/PADR - Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche/UPDR
-APB Consulting, Etude de cas pour le pays, entreprise pour RuralStruc, Antananarivo, 2007. Traité.

- Banque mondiale : Rapport de Développement Mondial 2008. *L'Agriculture pour le Développement*, Banque mondiale, Washington DC, 2008

Auteur : RAMIALISON Tolotra Nomenjanahary

Titre : L'AGRICULTURE AU SERVICE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE MADAGASCAR

Nombres de pages : 45 pages

Tableaux : 5

Contacts : 0340626479

Adresse de l'auteur : LOT II N 191 E ANJANAHARY

Résumé

La majorité de la population malgache résidant dans le milieu rural sont des agriculteurs, or la promotion de l'agriculture ne constitue pas la priorité de l'Etat malgache. Cependant; d'après les travaux littéraires économiques, l'agriculture a une forte potentialité de fournir un revenu décent pour les paysans, de créer des nouveaux emplois pour les chômeurs, d'améliorer la balance de paiement, et le plus important d'assurer la croissance économique. Dans le cas pratique, les Etats unis ; la première puissance mondiale trouve son hégémonie sur sa puissance agricole car ils sont le premier pays exportateur des produits agricoles. Madagascar doit donc imiter ce que les Etats unis ont fait avec ses immenses terres cultivables et un climat favorable pour la culture, ainsi que la main d'œuvre abondante. Selon les résultats tirés de la statistique, le développement agricole conduit à la croissance économique ; donc le développement économique par sa contribution à la valeur du PIB.

Mots-clés : secteur primaire, surplus, pauvreté, sécurité alimentaire, politique agricole, autoconsommation, emploi, malnutrition, financement, développement, PIB , innovation, agroindustriel.

Encadreur : Docteur RANDRIAMANAMPISOA Holimalala